

La crise des crises?

• Statuts européens

Les parlementaires européens Regina Bastos (démocrate chrétien, Portugal), Marc Tarabella (socialiste, Belgique), Pascal Canfin (vert, France), Marie-Christine Vergiat (gauche, France) et Renate Weber (libérale, Roumanie) ont interpellé le président de la Commission pour qu'il active la création de statuts européens pour le mutuelles, les associations et les fondations.

Le Parlement européen reconnaît dans une résolution du 19 février 2009 qu'il est important de garantir et d'encourager la diversité de l'entrepreneuriat et particulièrement l'économie sociale dont les valeurs sont la solidarité, le contrôle démocratique et la primauté des objectifs sociaux sur le profit. Tout comme les entreprises „classiques“, les coopératives disposent déjà d'un statut européen permettant de conférer à leur organisation et à leurs activités une dimension transnationale.

Notons qu'au Luxembourg, il n'existe pas de coopératives sociales, de coopératives de travailleurs ou d'association d'intérêt collectif qui permettrait d'offrir un statut juridique adapté au développement de l'entrepreneuriat solidaire.

• Conférence européenne

Le Conseil de l'Europe et l'Union européenne organisent à Bruxelles les 28 février et 1^{er} mars une conférence sur la „responsabilité sociale partagée“ ou comment restituer la confiance et assurer une cohésion sociale durable dans un contexte de transition. Une Charte européenne des responsabilités sociales partagées est en cours de préparation et sera soumise à discussion pendant la conférence.

(cf. www.coe.int; rubrique socialpolicies)

• Symposium international des incubateurs universitaires

Du 30 mars au 2 avril, le réseau universitaire des Incubateurs technologiques de coopératives populaires (ITCP) organise le 1^{er} symposium international sur la recherche „extensive“ (extensão) en économie solidaire à Porto Alegre (Brésil). Entre la formation et la recherche pure ces universités ont développé une véritable expertise sur le terrain, au sein des communautés, pour mobiliser les ressources universitaires au service de l'économie solidaire. Quelques projets similaires sont en cours de montage en Europe mais peinent à trouver des financements.

• Compagnonnage

REPAS, le Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaire, organise du 19 février au 24 juin 2011, un compagnonnage dans les entreprises alternatives et solidaires de son réseau. On y retrouve les valeurs ancestrales d'un apprentissage en immersion totale au sein des entreprises, mais avec toute une réflexion sur l'engagement citoyen et l'entrepreneuriat coopératif. Forte d'entreprises alternatives comme Ambiance Bois, Ardelaine ou le hameau coopératif du Vieil Audon qui ont maintenant plusieurs dizaines d'années d'existence, c'est à un véritable parcours initiatique que les compagnons sont conviés pour mettre en pratique des choix de vie où le collectif et la solidarité priment sur les intérêts personnels. Ces expériences ont d'ailleurs fait l'objet de publications qui se lisent comme des romans. (cf. www.reseaux-pas.free.fr)

Bernard Horschler, OPE

Le blé, le maïs, le soja, le riz, le sucre, viennent d'atteindre les cours les plus hauts depuis la fameuse crise de 2007, qui déboucha sur les non moins sinistres émeutes de la faim de 2007/2008. Les inondations au Canada, en Australie, la sécheresse en Russie et en Ukraine pour certains expliquent cette flambée des prix. Certes. Pour d'autres, les masses d'argent injectées à taux zéro dans les grandes banques mondiales en sont les principaux responsables.

Il est vrai que l'agriculture est étroitement liée aux facteurs climatiques, mais il suffit d'aller surfer sur les différents sites de placements financiers pour s'apercevoir qu'acheter du blé se fait par le biais de supports répondants au doux nom de warrants, certificats, trackers dits pour certains putts ou call; où vous pariez à la hausse ou à la baisse sur tous les produits existants. Et pas besoin de stocker des tonnes de blé ou de maïs. Il suffit de quelques clics sur votre ordinateur et vous êtes propriétaire de plusieurs dizaines de tonnes de céréales, de sucre, de soja, pour 1 mois ou 10 minutes ...

Quoiqu'il en soit, ces crises sur les produits alimentaires, hormis leurs conséquences épouvantables sur les populations les plus pauvres, ne font que souligner un élément que nous, Européens, avons un peu perdu de vue.

Modifications alimentaires

Les terres cultivables ne sont pas extensibles, elles se réduisent même d'année en année tout en ayant une population toujours plus nombreuse à nourrir. Sans parler des modifications alimentaires (de plus en plus de consommation de viande), ce qui

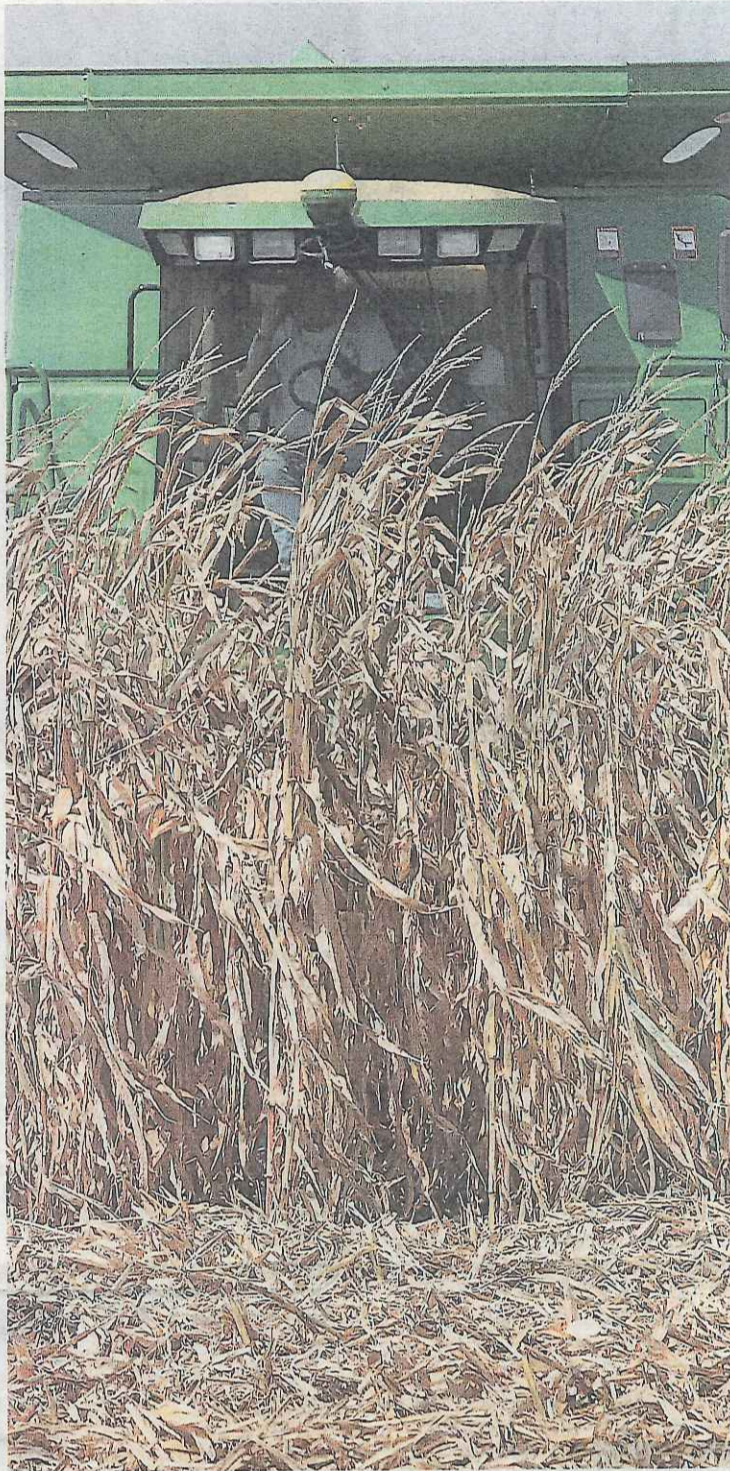


Photo: AP Photo/Seth Perlman

Pour l'Europe, en 2013, une nouvelle politique agricole commune va voir le jour

Une politique ministérielle sur les rails

Le Département de l'économie solidaire, comme annoncé lors de sa première conférence le 24 novembre dernier, commence à donner une tournure aux orientations que pourraient prendre une future politique de l'économie solidaire au Luxembourg, avec l'appui du CRP Henri Tudor. Celles et ceux qui attendent un rapport d'experts en seront pour leur frais car c'est un long processus de consultations qui est entamé depuis le début de l'année. Après une série d'entretiens des principaux acteurs concernés, trois groupes de travail d'une grosse demi-journée se tiendront début mars consacrés à l'impact et l'image de l'économie solidaire, les questions de représentation du „secteur“ et de son cadre légal. Ce vaste chantier ne trouvera évidemment pas toutes ses conclusions au bout des trois jours mais permettra au ministère de fixer ses priorités pour la fin de l'année et l'année prochaine. Jusqu'à présent le ministère, en cofinçant un projet du Fonds social européen, a soutenu la réalisation d'une



Photo: Archives Tageblatt/Martine May

Romain Schneider, ministre de l'Economie solidaire

cartographie des acteurs de l'économie solidaire (cf. www.ecosolux.lu). Ce processus permettra également de réfléchir sur les suites à donner à cette initiative portée par INEES. On notera que des organisations socio-économiques extérieures participeront également aux travaux. Cela marque la volonté de travailler au maximum dans le consensus et la complémentarité. De vastes chantiers sont à mener et de lourds préjugés qui font l'amalgame entre l'économie solidaire et les initiati-

ves sociales pour l'emploi (qui dépendent du ministère de l'Emploi) sont encore trop présents dans les esprits. L'économie solidaire apporte sa contribution à la richesse nationale. Elle a un potentiel encore peu exploité dans sa version la plus entrepre-

neuriale. Basée sur des valeurs de démocratie, de finalités sociales au service de la communauté, elle ouvre des espaces de débat citoyen auquel échappe l'économie „classique“ qui soumet de plus en plus ses diktats aux autorités publiques (avec les phénomènes de spéculation financière qui ont généré les dernières crises par exemple). Bref, une économie de proximité qui réconcilie l'économie avec les territoires et les gens qui y vivent ...

Eric Lavillunière, INEES

oblige à augmenter continuellement la production de céréales (maïs et blé fourrager). Jusqu'où? Bien évidemment, les défenseurs des OGM abusent de cet argument afin d'essayer de nous convaincre de leurs délires. Mais il n'en reste pas moins vrai que l'avenir de notre sécurité alimentaire passe par une réflexion au niveau planétaire sur ce que devrait et pourrait être l'agriculture pour les prochaines décennies.

Pour l'instant, le G20 ne semble pas prendre la mesure du problème, et ce, malgré les innombrables rapports et avertissements de la FAO. Pour l'Europe, en 2013, une nouvelle politique agricole commune va voir le jour. Les différents pays continueront-ils à financer sans plafonnements les marchands de poulets industriels, ou se dirigera-t-on enfin vers un véritable soutien à une agriculture raisonnée et casser le célèbre paradigme 'plus on est gros, plus on touche'. A moins que les tenants du libéralisme ne finissent par convaincre que le budget de 50 milliards de la PAC est bien trop élevé, qu'il doit être fortement diminué afin que l'agriculture redevienne une prérogative nationale.

Néanmoins, on peut espérer que l'inflation des cours actuels participe à réveiller nos élites et ainsi les inciter à s'engager sur une politique agricole basée sur un nombre de fondamentaux et de principes, à savoir: l'équité, le droit universel à l'alimentation, la démocratie et la transparence. Une réappropriation qui s'opère dans de nombreux pays avec des abonnements à des paniers biologiques ou des associations producteurs/consommateurs qui maintiennent une agriculture de qualité et de petite taille dans les zones les plus rurales qui seraient condamnées dans la seule logique de l'agriculture industrielle. Notre sécurité alimentaire et celle de nos enfants sont en jeu, tout comme la qualité de la production et du système social et environnemental qui va avec.

Projection

„Moi, la finance, et le développement durable“

Des brokers, un magicien, des analystes financiers, un chat qui pense, des syndicalistes, un économiste hétérodoxe, une bonne sœur, des organisations non gouvernementales, un économiste jésuite, des banquiers, un colibri, un scorpion sur le dos d'une grenouille répondent aux interrogations d'une ménagère de plus de 50 ans qui se sert de son temps de cerveau enfin disponible pour titiller la Finance sur sa responsabilité face au développement durable ...

Etika en partenariat avec l'ASTM, le Cercle de coopération des ONG de développement, la commission luxembourgeoise „Justice et Paix“, Handicap International Luxembourg, INEES, le Mouvement écologique, l'OGBL et la Radio socioculturelle 100.7 vous invitent à la projection-débat du film:

„Moi, la finance, et le développement durable“ le jeudi 3 mars à 20.30 h à la Cinémathèque (place du Théâtre).